

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 109
N° 12

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 16
no Me 1960**ABONNEMENTS**

	Un an	Six mois	3 mois
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger.....	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours avant la parution du journal.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne..... 15 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 7 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, etc. 7 fr.

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- 1960 26 avril Décret n° 60-435 modifiant le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 908 AA du 11 mai 1960). 286
- 9 mai Décret n° 60-440 portant convocation des collèges électoraux de la Polynésie française pour l'élection d'un membre de l'Assemblée nationale. (Arrêté de promulgation n° 911 AA du 12 mai 1960). 287

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

- 13 mai Arrêté n° 928 AAE fixant certaines modalités de l'élection du député de la Polynésie française à l'Assemblée nationale à la date du 26 juin 1960. 288

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

ARRÊTÉ n° 908 AA *promulguant un acte du pouvoir central.*

(Du 11 mai 1960.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu les télégrammes n° 2088 du 31 mars 1960 et n° 50089 du 10 mai 1960 du ministre d'Etat,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 60-435 du 26 avril 1960 modifiant le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer. (J.O.R.F. n° 108 du 8 mai 1960).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 11 mai 1960.

P. SICAUD.

ARRÊTÉ n° 911 AA *promulguant un acte du pouvoir central.*

(Du 12 mai 1960.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu le télégramme n° 87 du 11 mai 1960 du ministre d'Etat ;

Vu le bordereau n° 178/TOM/AP/BEL du 3 mai 1960 du ministre d'Etat,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 60-440 du 9 mai 1960 portant convocation des collèges électoraux de la Polynésie française pour l'élection d'un membre de l'Assemblée nationale. (J.O.R.F. n° 109 des 9 et 10 mai 1960).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié, selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 12 mai 1960.

P. SICAUD.

DECRET n° 60-435 modifiant le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer.

(Du 26 avril 1960)

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre d'Etat et du ministre des finances et des affaires économiques ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le conseil constitutionnel, notamment son article 32 ;

Vu l'ordonnance n° 58-945 du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, notamment ses articles 7 à 9, 11 à 13, 15, 16 à 22 ;

Vu l'ordonnance n° 59-225 du 4 février 1959 portant loi organique relative au nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, notamment le titre 1^{er} et l'article 18 de cette ordonnance, ensemble la loi n° 59-959 du 31 juillet 1959 qui l'a modifiée et complétée ;

Vu les articles 66, 80 à 82, 187 et 188 du code électoral rendus applicables aux territoires d'outre-mer par les articles 8, 14 et 15 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959 ;

Vu le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ;

Le conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1^{er}. — Les articles 1^{er} et 5 du décret susvisé du 11 mars 1959 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. — Les déclarations de candidature pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer sont déposées :

« — en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie et dépendances et les Nouvelles-Hébrides (ressortissants français), la Côte française des Somalis, les Comores et Saint-Pierre et Miquelon, dans les bureaux désignés par un arrêté du haut-commissaire de la République, du gouverneur, de l'administrateur supérieur ou de l'administrateur du territoire à partir du quatrième lundi qui précède le jour de l'élection.
« — en ce qui concerne la Polynésie française au bureau du cabinet du gouverneur à partir du sixième lundi qui précède le jour de l'élection.

« Ces déclarations peuvent être également déposées, pour l'une ou l'autre des circonscriptions électorales susvisées, dans les bureaux du ministre chargé des territoires d'outre-mer à compter des dates ci-dessus fixées.

« Les déclarations de candidature déposées dans les bureaux du ministre chargé des territoires d'outre-mer sont immédiatement notifiées au haut-commissaire, gouverneur, administrateur supérieur ou administrateur du territoire intéressé.
« Une attestation de cette notification est remise au candidat.
« Elle lui tient lieu de reçu provisoire. »

« Article 5. — La déclaration de candidature est déposée en double exemplaire.

« Chacun des exemplaires de cette déclaration doit comporter, outre la signature du candidat, ou des candidats de la liste, celle du déposant.

« Le dépôt de la déclaration est fait soit par le candidat, ou par l'un des candidats de la liste intéressée, soit par le mandataire du candidat ou de la liste de candidats, muni de leur procuration qui doit être annexée au premier exemplaire de la déclaration.

« Le déposant doit également annexer au premier exemplaire de la déclaration :

« — une expédition des actes de naissance du candidat, ou des candidats de la liste, et de son ou de leurs remplaçants ;

« — l'acceptation écrite du remplaçant du candidat, et éventuellement celle du mandataire. Au cas de déclaration d'une liste de candidats, le déposant doit en outre annexer l'acceptation écrite du second candidat de la liste, et du remplaçant de ce dernier. L'acceptation doit être signée par l'acceptant ».

Art. 2. — Au premier alinéa de l'article 6 du décret susvisé du 11 mars 1959 les mots « récépissé provisoire » sont remplacés par ceux de « reçu provisoire », les mots « ministre délégué auprès du Premier ministre » par ceux de « ministre chargé des territoires d'outre-mer ».

Art. 3. — Le second alinéa de l'article 9 du décret susvisé du 11 mars 1959 est ainsi complété :

« Toutefois, en Polynésie française la publication doit intervenir au plus tard le vingt neuvième jour précédant celui de l'élection ».

Art. 4. — Le premier alinéa de l'article 15 du décret susvisé du 11 mars 1959 est remplacé par les dispositions ci-après :

« La commission prévue par l'article 18 de l'ordonnance du 13 octobre 1958 est instituée par un arrêté du haut-commissaire de la République, du gouverneur, de l'administrateur supérieur ou de l'administrateur du territoire :

« — pour la Nouvelle-Calédonie et dépendances et les Nouvelles-Hébrides (ressortissants français), la Côte française des Somalis, les Comores et Saint-Pierre et Miquelon vingt jours avant la date des élections ».

« — pour la Polynésie française trente quatre jours avant la date des élections ».

Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 35 du décret susvisé du 11 mars 1959 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

« Le recensement général des votes est opéré par une commission instituée avant l'ouverture du scrutin par un arrêté du délégué du gouvernement de la République ».

Art. 6.— L'article 37 du décret susvisé du 11 mars 1959 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 37.— L'opération du recensement général des votes est constatée par un procès-verbal rédigé en double exemplaire dans la salle des opérations de la commission. Les documents adressés par les présidents des bureaux de vote du territoire sont annexés au premier exemplaire du procès-verbal.

« Aussitôt après la proclamation du résultat des opérations, les procès-verbaux et leurs annexes sont remis par le président de la commission au délégué du gouvernement de la République.

« Celui-ci informe télégraphiquement le ministre chargé des territoires d'outre-mer du résultat des opérations et de la proclamation intervenue. Il lui adresse le second exemplaire du procès-verbal de la commission.

« Le premier exemplaire du procès-verbal de la commission de recensement général des votes, auquel ont été joints l'expédition de l'acte de naissance et le bulletin n° 2 du casier judiciaire des élus et de leurs remplaçants, est, à la diligence du délégué du gouvernement de la République, tenu pendant un délai de dix jours à la disposition des personnes déterminées à l'article 32 de l'ordonnance susvisée du 7 novembre 1958. Passé le délai ci-dessus fixé, les procès-verbaux et leurs annexes sont déposés aux archives du territoire ».

Art. 7.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre d'Etat, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 avril 1960.

Michel DEBRE.

Par le Premier Ministre :

Le ministre d'Etat,
Robert LECOURT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Edouard MICHELET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Wilfred BAUMGARTNER.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Valéry GISCARD d'ESTAING.

DECRET n° 60-440 portant convocation des collèges électoraux de la Polynésie française pour l'élection d'un membre de l'Assemblée nationale.

(Du 9 Mai 1960)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier Ministre et du ministre d'Etat,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 24, 25, 59, 63 90 et 92 ;

Vu l'ordonnance n° 58-945 du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, complétée par l'ordonnance n° 58-1015 du 29 octobre 1958 ;

Vu l'ordonnance n° 58-974 du 17 octobre 1958 relative au fonctionnement provisoire des pouvoirs publics, et notamment son article 4 ;

Vu l'ordonnance n° 58-977 du 20 octobre 1958 relative à l'utilisation du vote par procuration ou par correspondance pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, en ses articles 1er à 8 ;

Vu l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, complétée et modifiée par les ordonnances n° 58-1027 du 31 octobre 1958 et 59-224 du 4 février 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le conseil constitutionnel ;

Vu l'ordonnance n° 59-225 du 4 février 1959 portant loi organique relative au nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, complétée et modifiée par la loi n° 59-959 du 31 juillet 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 complétant les dispositions du code électoral relatives au vote par procuration et au vote par correspondance ;

Vu les articles 66, 80 à 82, 187 à 188 du code électoral ;

Vu le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, ensemble le décret n° 60-435 du 26 avril 1960 qui l'a modifiée ;

Vu le décret n° 59-395 du 11 mars 1959 pris pour l'application dans les territoires d'outre-mer de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-998 modifiée du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires ;

Vu le décret n° 59-993 du 17 août 1959 relatif à l'application dans les territoires d'outre-mer de la République de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 susvisée,

Décète :

Article 1er.— Les collèges électoraux de la Polynésie française sont convoqués pour le dimanche 26 juin 1960 en vue de procéder à l'élection du député représentant le territoire à l'Assemblée nationale.

Art. 2.— Les déclarations de candidature seront reçues dans les bureaux du ministre d'Etat et au bureau du cabinet du gouverneur de la Polynésie française, à partir du lundi 16 mai 1960 et jusqu'au samedi 21 mai 1960 à 12 heures, dans les bureaux du ministre d'Etat, ou au dimanche 22 mai 1960 à minuit, au bureau du cabinet du gouverneur de la Polynésie française.

Art. 3.— La campagne électorale sera ouverte le lundi 23 mai 1960 à zéro heure.

Art. 4.— L'élection aura lieu sur les listes électorales arrêtées le 31 mars 1960.

Les maires de chacune des communes et, hors du territoire des communes, les chefs de chacune des circonscriptions administratives dans lesquelles, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y a lieu d'apporter des changements à ces listes, publieront cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau de rectifications contenant lesdits changements.

Seront toutefois admis au vote, quoique non inscrits sur les listes électorales, les électeurs porteurs d'une décision du juge

de paix ordonnant leur inscription ou d'un arrêté de la cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation.

Art. 5.— Le scrutin ne durera qu'un jour ; il sera ouvert à huit heures et clos à dix-huit heures.

Toutefois, pour faciliter aux électeurs l'exercice de leur droit de vote, le gouverneur de la Polynésie française pourra, s'il l'estime utile, déterminer par arrêtés les conditions dans lesquelles il sera possible de devancer l'heure d'ouverture ou de retarder l'heure de clôture du scrutin. En aucun cas, le scrutin ne pourra être clos après vingt heures.

Art. 6.— Le dépouillement des résultats suivra immédiatement le scrutin. Entreront seuls en ligne de compte les bulletins des candidats auxquels un récépissé définitif aura été délivré et qui figureront sur le relevé arrêté par le gouverneur de la Polynésie française.

Le relevé des candidats dont la candidature a été régulièrement enregistrée sera transmis aux présidents des bureaux de vote de la circonscription électorale deux jours au moins avant le scrutin.

Art. 7.— Le gouverneur de la Polynésie française déterminera par arrêtés, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 8.— Le Premier Ministre et le ministre d'Etat sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1960.

C. de GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Michel DEBRE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ministre d'Etat par intérim,

Edmond MICHELET.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 928 AAE fixant certaines modalités de l'élection du député de la Polynésie française à l'Assemblée nationale, à la date du 26 juin 1960.

(Du 13 mai 1960)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection des députés au Corps législatif ;

Vu la Constitution, et notamment ses articles 24, 25, 59, 63, 90 et 92 ;

Vu l'ordonnance n° 58-945 du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, complétée par l'ordonnance n° 58-1015 du 29 octobre 1958 ;

Vu l'ordonnance n° 58-974 du 17 octobre 1958 relative au fonctionnement provisoire des pouvoirs publics, et notamment son article 4 ;

Vu l'ordonnance n° 58-977 du 20 octobre 1958 relative à l'utilisation du vote par procuration ou par correspondance pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, en ses articles 1er à 8 ;

Vu l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, complétée et modifiée par les ordonnances n° 58-1027 du 31 octobre 1958 et 59-224 du 4 février 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le conseil constitutionnel ;

Vu l'ordonnance n° 59-225 du 4 février 1959 portant loi organique relative au nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, complétée et modifiée par la loi n° 59-959 du 31 juillet 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 complétant les dispositions du code électoral relatives au vote par procuration et au vote par correspondance ;

Vu les articles 66, 80 à 82, 187 à 188 du code électoral ;

Vu le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, ensemble le décret n° 60-435 du 26 avril 1960 qui l'a modifiée ;

Vu le décret n° 59-395 du 11 mars 1959 pris pour l'application dans les territoires d'outre-mer de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-998 modifiée du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires ;

Vu le décret n° 59-993 du 17 août 1959 relatif à l'application dans les territoires d'outre-mer de la République de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 susvisée ;

Vu le décret n° 60-440 du 9 mai 1960 portant convocation des collèges électoraux de la Polynésie française pour l'élection d'un membre de l'Assemblée nationale, notamment son article 7.

Arrête :

TITRE I

Déclarations de candidature

Article 1er.— Les déclarations de candidature seront déposées au bureau du cabinet du gouverneur, à Papeete, dans les conditions définies par l'article 2 du décret n° 60-440 du 9 mai 1960, soit à partir du lundi 16 mai 1960 jusqu'au dimanche 22 mai 1960 à minuit.

La campagne électorale sera ouverte le lundi 23 mai 1960, à zéro heure.

TITRE II

Propagande électorale

Art. 2.— Il est institué à Papeete, conformément à l'article 15 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959 modifié par l'article 4 du décret n° 60-435 du 26 avril 1960 une commission chargée d'assurer l'envoi et la distribution de tous les documents de propagande électorale. Elle est ainsi composée :

MM. Bourillon, juge de paix, désigné par le président du tribunal supérieur d'appel, président
 Bouchet Michel, administrateur de la France d'outre-mer, membre
 Langeron Jean, payeur des trésoreries de la France d'outre-mer, désigné par le trésorier-payeur, »
 Coste Louis, receveur principal, désigné par le directeur de l'office local des postes et télécommunications, »
 Mathieu René, attaché de la France d'outre-mer, secrétaire

Les candidats ou leurs mandataires peuvent participer aux travaux de la commission, avec voix consultative.

Art. 3.— Cette commission siégera au palais de justice.

Elle se réunira sur la convocation de son président et sera chargée des opérations de propagande électorale définies par l'article 16 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959.

Elle tiendra sa première réunion le lundi 23 mai à 15 heures.

Art. 4.— En raison des délais de distance chaque candidat devra remettre au président de la commission, avant le 3 juin 1960 ses bulletins de vote et circulaires destinés aux îles autres que Tahiti, Moorea, Makatea et les îles Sous-le-Vent.

Les bulletins de vote et circulaires destinés à Tahiti, à Moorea, à Makatea et aux îles Sous-le-Vent devront être remis au président avant le 10 juin 1960.

La commission ne sera pas tenue de l'envoi des imprimés qui ne lui auraient pas été remis dans les délais impartis.

Art. 5.— Les maires et présidents de conseil de district accuseront réception des envois de documents électoraux par retour du courrier.

Art. 6.— Les frais de papier pour la confection des documents électoraux définis par les articles 12 et 13 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959, les frais d'impression de ces documents et les frais d'affichage, réellement exposés par les candidats, seront remboursés sur demande accompagnée des pièces justificatives dans le mois qui suivra la date du scrutin, selon le tarif maximum ci-après :

- Bulletin de vote (papier et impression) (format max 13,5 x 10,5), 350 Fr le mille
- Circulaire (papier et impression) (format max 21 x 27 cm), l'unité : 2 Fr
- Affiche (papier et impression) (format 60 x 80 cm), l'unité : 9 Fr
- Affiche (papier et impression) (format 20 x 40 cm), l'unité : 5 Fr
- Frais d'affichage : 10 Fr l'affiche.

Toutefois, ces dépenses ne seront remboursées qu'aux candidats qui auront obtenus 5 % des suffrages exprimés, conformément à l'article 21 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959.

Les demandes de remboursement seront adressées au chef du territoire (service des finances Etat).

TITRE III

Opérations électorales

Art. 7.— Pour le scrutin du 26 juin 1960 il sera ouvert un bureau de vote dans chaque commune, à la mairie et dans chaque district, dans le bâtiment à usage de chefferie ou à l'école, selon le cas.

Toutefois, les bureaux de vote des centres ci-après mentionnés seront sectionnés comme suit :

COMMUNE DE PAPEETE

1ère section : mairie de Papeete.

2ème section : 1er étage de l'école communale, place de la mairie.

3ème section : rez-de-chaussée de l'école communale, place de la mairie.

4ème section : voirie municipale, place de la mairie.

DISTRICT DE MAHINA (Tahiti) — Îles du Vent :

1ère section : à la chefferie du district.

2ème section : au centre hospitalier d'Orofara.

DISTRICT DE TAIOHAE (Marquises) :

1ère section : à la chefferie du district.

2ème section : à l'école de Taipivai.

DISTRICT DE HATIHEU (Marquises) :

1ère section : à la chefferie du district.

2ème section : à l'école d'Akapa.

DISTRICT DE UA POU (Marquises) :

1ère section : à la chefferie du district.

2ème section : au local sis à Hakamaiti, désigné par le chef de circonscription.

DISTRICT DE UA UKA (Marquises) :

1ère section : à la chefferie du district.

2ème section : au local sis à Haane, désigné par le chef de circonscription (section nouvellement créée).

DISTRICT DE ATUONA (Marquises) :

1ère section : à la chefferie du district.

2ème section : au local sis à Hanaitapa, désigné par le chef de circonscription.

DISTRICT DE RAROA (Tuamotu) :

1ère section : à la chefferie du district.

2ème section : à Takume dans le local désigné par le chef de circonscription (section nouvellement créée).

La liste des bureaux de vote et sections de bureau de vote sera affichée dans chaque circonscription administrative par les soins du chef de circonscription.

La répartition des électeurs entre les sections de bureau de vote sera effectuée et affichée par les soins du chef de circonscription ou par le maire de Papeete dans cette commune.

Art. 8.— Chaque bureau de vote ou section de bureau de vote sera composé conformément aux articles 11 et 12 de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959.

La présidence de chaque bureau de vote ou section de bureau de vote sera assurée, dans les districts, par le président du conseil, son adjoint ou un conseiller pris dans l'ordre du tableau ; à Papeete et Uturoa par le maire, un adjoint ou un conseiller pris dans l'ordre du tableau.

Conformément aux alinéas 2 et 3 de l'article 12 de l'ordonnance susvisée, si trois candidats au plus sont en présence, chacun des candidats ou son mandataire désigne 2 assesseurs pris parmi les électeurs de la commune ou du district sachant lire et écrire. Dans le cas où le nombre de candidats en présence est supérieur à trois, chacun des candidats ou son mandataire désigne un seul assesseur pris parmi les électeurs de la commune ou du district, sachant lire et écrire.

Art. 9.— Dans les bureaux de vote divisés en sections, les résultats de chaque section, procès-verbaux et pièces annexes, seront transmis à la première section chargée de la centralisation des votes de la commune ou du district.

La section centralisatrice se borne à totaliser les résultats partiels en présence de tous les présidents de section de vote.

Elle n'est nullement qualifiée pour revenir sur les attributions de suffrages faites par les autres sections.

A Raroia (Tuamotu), en raison de l'absence de liaisons entre les deux sections de vote, chacune de ces sections procédera comme un bureau distinct, en prenant soin de faire apparaître clairement la répartition entre les électeurs appelés à voter dans chacune des sections. Dans ce cas particulier, la totalisation des votes du district sera effectuée seulement à l'occasion du recensement général des votes.

Art. 10.— Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures. Exceptionnellement, dans la commune de Papeete, le scrutin sera ouvert à 7 heures.

Le dépouillement aura lieu immédiatement après la clôture du scrutin dans les conditions définies par les articles 80, 81 et 82 du code électoral.

Aussitôt après le dépouillement, conformément aux dispositions des articles 31 à 34 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959, les résultats provisoires du bureau seront proclamés et affichés. Le procès-verbal des opérations sera dressé sans délai en double exemplaire. Un exemplaire du procès-verbal sera transmis sous enveloppe scellée au chef du territoire par les voies les plus rapides avec les pièces annexes (bulletins de vote nuls ou blancs, bulletins contestés, enveloppes non réglementaires, contresignés par le président et les membres du bureau ou de la section, feuille d'émargement de votants et feuilles de pointage), pour être remis à la commission de recensement général des votes, l'autre exemplaire sera transmis au maire ou au chef de circonscription, pour archives.

Art. 11.— Conformément aux dispositions de l'article 35 du décret du 11 mars 1959, modifié par l'article 5 du décret n° 60-435 du 26 avril 1960, le recensement général des votes du 26 juin 1960 sera effectué à Papeete, au palais de justice, au plus tard deux jours après l'arrivée du dernier résultat parvenu, par une commission ainsi composée :

MM. Bonneau, président du tribunal supérieur d'appel,	président
Baron, magistrat, président du tribunal,	membre titulaire
Bourillon, juge de paix,	»
Tauraa Jacques, président de l'Assemblée territoriale,	»
Lehartzel Benjamin, conseiller territorial,	membre suppléant
Bouchet Michel, administrateur de la France d'outre-mer,	membre titulaire
Mathieu René, attaché de la France d'outre-mer,	membre suppléant

En cas d'indisponibilité d'un des juges désignés ci-dessus, il sera, en tant que de besoin, pourvu à son remplacement par un arrêté ultérieur.

Art. 12.— La commission aura un délai de deux jours pour achever ses travaux tels qu'ils sont définis par les articles 36 et 37 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959, modifié par l'article 6 du décret n° 60-435 du 26 avril 1960.

Art. 13.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 13 mai 1960.

P. SICAUD.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Code de la route

Edition 1960

Prix broché : 40 francs

Arrêté municipal n° 1

réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la Commune de Papeete

Prix broché : 20 francs.

Nomenclature douanière

Edition 1959

Prix de la brochure : 125 francs

Textes

relatifs aux prestations et allocations familiales au profit des travailleurs salariés du Territoire.

Prix broché : 20 fr.

Tarif

des impôts directs et taxes assimilées.

Prix : 30 francs

Arrêté n° 583 s.

réglementant l'hygiène et la salubrité publiques dans les Etablissements français de l'Océanie.

Prix broché : 20 fr.

Affiche

Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.

Prix : 15 fr.

Code du travail

Edition mise à jour au 1^{er} novembre 1959

Prix de la brochure : 100 francs

Statistiques douanières (année 1958)

Prix: 25 fr.

Arrêtés

portant réorganisation des cadres supérieurs et locaux
des Etablissements français de l'Océanie.

Prix broché: 20 fr.

Calendrier pour l'année 1960

Prix en feuille: 5 fr.

Recueil

de Textes concernant les Contributions directes et taxes
assimilées.

Prix non broché: 100 fr.

Table alphabétique et analytique

des lois, décrets, arrêtés, etc. en vigueur
dans le Territoire.

(en 2 volumes non reliés)

1.300 fr.

Notes explicatives

pour servir à l'application du tarif des douanes
en Polynésie française

Prix: 50 francs.

Décret n° 49-732

du 3 juin 1949 (F.I.D.E.S.)

Prix de la brochure: 20 fr.
